

Semaine d'action du patronat... De qui se moque-t-on ?

Trois organisations patronales, le Medef, la Cgpmme et l'Upa, annoncent à grand renfort de publicité une "semaine d'action" avec pour cibles notamment :

- La fiscalité qui écraserait soi-disant les entreprises ; pourtant l'impôt sur les sociétés est passé de 47,2 milliards d'euros en 2013 à 33,1 milliards dans le budget 2015... et les baisses de recettes de sécurité sociale seront pour ce même budget 2015 de 6,3 milliards au titre du Crédit impôt compétitivité emploi et du pacte de responsabilité.

- La mise en place du compte pénibilité serait administrativement insoutenable ; il faut rappeler que ce compte est une maigre et très partielle contrepartie des réformes des retraites pour les personnes ayant des travaux pénibles (par exemple le travail de nuit n'est compté comme pénible que de 0h à 5h du matin, or le code du travail le délimite pourtant de 21h à 6 h).

Ces trois organisations patronales en profitent pour pousser le bouchon toujours plus loin : contre les 35 heures, contre la représentation des salarié-e-s dans les entreprises...

Ils auraient tort de se priver, tant l'écoute côté gouvernement est forte. Il n'y a pas un jour sans nouvelle annonce qui ne trouve un relais auprès d'un ministre ou d'un membre de la majorité gouvernementale.

Le leitmotiv du coût du travail revient sans cesse alors que ces méthodes n'ont contribué à créer aucun emploi, qu'au contraire, les profits dégagés par les entreprises n'ont fait que remplir les caisses des actionnaires. On nous demande d'être compétitifs mais cette compétitivité va droit dans le mur car elle organise le recul des droits sociaux et le dumping social entre les différents pays en Europe.

Les capitalistes nous coûtent cher, le gouvernement leur sert la soupe

Le travail est notre seule richesse, la baisse du coût du travail qu'ils demandent, c'est l'accroissement des inégalités, la progression du chômage, la misère pour ceux et celles qui se trouvent sans emploi et la remise en cause des services publics qu'on ne peut plus financer et qui sont pourtant le bien de toutes et tous.

Solidaires appelle à reconstituer un front des salarié-e-s, un front syndical commun pour contrer ces offensives qui, sinon, ne cesseront jamais.

**144 Bd de la
Villette
75 019 Paris**

**Téléphone : 01 58 39 30 20
Télécopie : 01 43 67 62 14**

**contact@solidaires.org
www.solidaires.org**

